

Le Pétrole et la Transparence

L'histoire nous a trop malmenés. Sous l'oppression comme sous l'indifférence de nos gouvernements, par notre docilité et par nos rebellions, nous l'avons façonnée sans que notre vaillant peuple puisse participer aux choix, oh combien décisifs pour notre avenir. Sans porter de jugement définitif sur certains de ces choix discutables, qui ont été pris par des nôtres que nous n'avions pas élu, choix qui ont affecté de façons différentes, parfois dramatiques, la vie de beaucoup d'entre nous, je dirais qu'à partir d'aujourd'hui nos décideurs publics doivent faire preuve d'intelligence et de raison dans la gestion des affaires de notre pays, et en particulier celle des recettes pétrolières.

C'est le moment "presque" idéal (il aurait été mieux de commencer lors des signatures des contrats de partage de production avec les compagnies pétrolières) pour préparer l'ère de l'après pétrole, quand il n'y aura plus de recettes pétrolières. Voudrions-nous qu'après cette ère, nous nous retrouvions de nouveau dans notre club, peu enviable, de Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ), ou saisir cette chance historique, bénédiction d'Allah le tout puissant, pour développer une économie prospère non dépendante du pétrole à l'image d'autres nations?

Le pétrole est une ressource non renouvelable. Il sera exploité vraisemblablement pendant une période de quinze à vingt ans selon la programmation de l'exploitation des réserves prouvées des champs actuels. Cette exploitation pétrolière entraînera, sans nul doute, un affaiblissement voire un écoulement du secteur de la pêche qui, lui, contrairement au pétrole, est une ressource renouvelable. Ce secteur est actuellement la mamelle nourricière de notre économie.

La mécanique est la suivante: la conversion en ouguiyas d'une partie de nos recettes pétrolières en devises a pour conséquence, dans certains cas et au moins au début de l'encaissement des premières recettes pétrolières, une appréciation de notre monnaie par rapport aux devises extérieures. Les prix des produits nationaux (en ouguiyas) deviendront donc plus chers en monnaie étrangère, et la contrepartie en ouguiyas de nos exportations de poissons en devises deviendra moins élevée que par le passé.

A partir d'un certain niveau de taux de change, les recettes de nombreux exportateurs de poissons ne couvriront plus leurs charges en ouguiyas. Le gros de ces charges est le poste carburant et il est fort à parier qu'à court et moyen terme, notre pays ne mettra pas en place une solution de raffinage du brut satisfaisante, garantissant une baisse des prix du Gazoil.

En effet une telle décision est stratégique pour la Mauritanie, et il est donc préférable qu'elle ne soit prise qu'après les prochaines élections présidentielles. Ceci participera à la modération des discours de nos partis politiques qui, pour marquer leur présence dans les débats publics à la veille d'importantes élections, ne manqueraient pas d'accuser à tort ou à raison notre gouvernement d'errements, d'inexpérience dans les réformes abouties ou de mise en place de politiques économiques inopérantes.

A supposer que le dossier du raffinage fasse exception puisque, entre autres, les

équipes du ministère chargé de ce dossier sont des personnes de qualité, eu égard au temps nécessaire pour l'élaboration des choix décisionnels, la recherche et l'obtention des financements, ainsi que la réalisation effective du projet, il est permis de penser que notre solution de raffinage ne pourrait être fonctionnelle avant quatre ou cinq ans.

Pendant ce temps, l'arme de change aura commis l'irréparable dans le secteur de la pêche.

Sans mesures de politique économique et monétaire adéquates, d'autres secteurs d'activité subiront le même sort que celui de la pêche.

Le rétrécissement des revenus de la pêche qui découlera de cette situation entraînera une baisse de la contribution de ce secteur au budget de l'Etat, et donc une plus forte dépendance de notre pays par rapport aux revenus pétroliers.

Si l'on veut sauver, en partie, le secteur de la pêche, il va falloir faire preuve d'imagination pour, par exemple, lui subventionner le Casoil, sans réveiller l'hostilité de nos concurrents sur les marchés extérieurs.

Notre ressource renouvelable, que procure le secteur de la pêche, deviendra une charge pour l'Etat du fait mécanique de l'exploitation pétrolière. Cela a été observé dans de nombreux pays.

Il va falloir donc que les fonds provenant du pétrole, qui ne dureront qu'une période limitée, soient en grande partie consacrés à des investissements stratégiques et non à des dépenses budgétaires stériles.

Certes le pétrole n'a pas que de mauvais côtés, si son exploitation se fait dans la transparence afin de limiter les effets néfastes de la mauvaise gouvernance et de la corruption qui accompagnent naturellement toute arrivée "massive" de nouvelles ressources, dans un pays à administration en partie déficiente, comme le nôtre.

Sans transparence sur les paiements reçus par l'Etat, nous suivrons le chemin peu enviable d'autres nations pour lesquelles le pétrole est synonyme de résultats économiques médiocres ou de malédiction.

C'est ainsi que dans de nombreux pays producteurs de pétrole, la fiction d'une réduction de la pauvreté s'est effondrée.

Pire, une relation de causalité qui lie la découverte du pétrole à l'augmentation de la pauvreté et à l'explosion des conflits armés a été démontrée par de nombreuses études.

D'ailleurs six des pays producteurs de pétrole figurent dans le club des Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ).

Quelques chiffres à méditer sur certains producteurs de pétrole:

- le cumul des recettes pétrolières du Nigeria sur les quarante dernières années s'élève à environ 340 milliards de dollars US, pourtant 70% de sa population vit aujourd'hui avec moins d'un dollar par jour;

- la dette extérieure de l'Equateur en 1972, année de la découverte de son pétrole, est passée de 17

millions de dollars US à environ 12 milliards de dollars aujourd'hui, pour un pays de 13 millions d'habitants;

- le revenu par habitant en Arabie Saoudite est passé de 28.600 dollars US en 1981 à 9.240 dollars US en 2003;

- en Azerbaïdjan, selon le PNUD, 49% de la population vit dans une "pauvreté absolue";

- sur le plan de la corruption, on peut citer le cas de l'Angola. Selon le FMI, un milliard de dollars US provenant des recettes pétrolières est détourné annuellement.

Le groupe indépendant qui a été désigné par la Banque Mondiale pour étudier l'impact, sur la réduction de la pauvreté, du soutien de la Banque au secteur des industries extractives (dont fait partie le pétrole) a recommandé l'arrêt pour 2008 de ce soutien.

Pendant de longues années des justifications parcelaires, avec des termes parfois à la limite de la pudeur, ont été fournies à l'opinion publique pour expliquer les mauvaises performances économiques ou les crises dans les pays producteurs de pétrole: "indigestion économique", "paradoxe de l'abondance", [E...] du diable,....

Aujourd'hui les études les plus poussées concluent que cette situation est la conséquence d'un manque de transparence sur les montants et la gestion des recettes pétrolières.

Etant donné les coûts élevés qui peuvent provenir de la non transparence, un renforcement de la clarté dans la gestion de nos ressources pétrolières est salutaire pour un pays vulnérable comme le nôtre.

Le manque de transparence nourrit la corruption et donc facilite les détournements de fonds pouvant être alloués à des investissements publics.

Le vrai obstacle, c'est la corruption

Selon un rapport récent de l'U.S. General Accounting Office (GAO): "la corruption constitue un défi à la stabilité politique, elle entraîne une croissance régulière, fausse les prix, mine les appareils juridiques et judiciaires et empêche que les services publics n'atteignent ceux qui en ont le plus besoin".

Al l'international, la corruption comme le terrorisme figurent en tête des préoccupations de bon nombre de pays développés. Une loi contre la corruption internationale a même été adoptée en 2000 par le Congrès américain.

La plupart des pays européens ont des dispositions pénales qui répriment la corruption de fonctionnaires étrangers.

Notre pays ne fait pas figure de cheval blanc et la corruption y est bien présente.

L'idée est d'avoir une approche réaliste du problème, sachant qu'à court terme il est fantaisiste de penser pouvoir y mettre fin. Ce qui ne dédouane pas notre gouvernement de trahison dont la durée d'exercice est fixée à moins de deux ans, qui doit commencer par initier le processus d'approche.

Dans notre pays, les causes de la corruption - je ne cite que celles qui me paraissent les plus pertinentes - sont essentiellement liées:

- à l'insécurité des emplois et

des revenus des personnes

- à la faiblesse de l'Etat de droits.

Je ne suis pas certain que nous soyons en mesure de mettre fin, dans les cinq ans qui suivent, à ces causes. Il est également peu vraisemblable que la fin de ces causes changera les habitudes de corruption de la majorité de notre administration. Ce n'est pas en supprimant les causes de la corruption, génératrices de la tentation, qu'on supprime pour autant la possibilité d'y recourir.

La multiplication des commissions et autorités de surveillance indépendantes, pour contrôler tous ceux qui sont en position de pouvoir, ainsi que le renforcement des droits et rémunérations des dénonciateurs ont un coût important pour l'Etat. Je pense que notre pays n'est pas encore prêt pour ce type de remède qui a, par ailleurs, prouvé ses limites dans d'autres régions du monde.

Rien ne nous permet de penser qu'une méthode utilisée dans un autre pays, même si son étude enrichit notre recherche de solution, puisse être efficace pour la Mauritanie.

Toute solution est humaine donc imparfaite, elle restera toujours en deçà de l'espérance.

Cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas mener le combat contre l'ennemi de notre développement qui est la corruption, mais qu'il faut qu'une réflexion sérieuse sur une stratégie de long terme soit menée, avec la participation de la société civile et l'aide technique sur les instruments de lutte préconisés par les institutions internationales. Le plan d'attaque est à multiples variantes et demande une détermination sans faille de nos dirigeants pour rendre, au moins, plus difficile certaines formes de corruption.

Une démarche préventive par étapes pour pouvoir limiter à terme la corruption, offrir une visibilité aux investisseurs, donner un espoir à nos concitoyens et surtout fournir un gage de crédibilité à la communauté internationale sur l'action menée par notre pays, serait de commencer par signer sans tarder l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE).

La signature par la Mauritanie de cette Initiative constituerait la pierre angulaire d'un futur dispositif anti corruption.

Les "critères" de cette Initiative qui engagent ses signataires, dont de nombreux pays en développement, initiative parrainée par les pays industrialisés et les institutions internationales comme l'ONU, la Banque Mondiale et le FMI sont:

- tous les paiements matériels, versés par les entreprises aux gouvernements, au titre de l'exploitation pétrolière, gazière et minière (les "paiements") et toutes les recettes matérielles, reçues par les gouvernements de la part des entreprises pétrolières, gazières et minières ("les recettes"), sont publiés et diffusés régulièrement au grand public sous une forme accessible, complète et compréhensible,

- lorsque de tels audits n'existent pas, les paiements et recettes font l'objet d'un audit indépendant crédible, conformément aux normes internationales en matière d'audit,

- les paiements et recettes sont

rapprochés, conformément aux normes internationales en matière d'audit, par un administrateur indépendant digne de confiance, qui publie son opinion sur ce rapprochement de comptes et sur d'éventuelles discordances.

cette démarche s'étend à l'ensemble des entreprises, y compris les entreprises d'Etat,

- la société civile participe activement à la conception, au suivi et à l'évaluation de ce processus et apporte sa contribution au débat public,

- le gouvernement d'accueil (élaborer un plan de travail public, financièrement viable relatif aux éléments ci-dessus, avec le concours des institutions financières internationales le cas échéant, ce plan étant assorti de cibles mesurables, d'un calendrier de mise en œuvre et d'une évaluation des contraintes éventuelles sur le plan des capacités.

Signer cette Initiative contribue fortement à l'amélioration de l'image de notre pays. Elle n'est pas une chose contraignante dans la mesure où il n'y a pas de sanction au non respect par les pays signataires des critères précédents.

Cette initiative a été signée par nos principaux partenaires pétroliers Woodside et Total. Sa signature par la Mauritanie ne changera rien au système interne de malversations existant dans notre administration, mais c'est un signe fort sur la volonté politique de notre pays à limiter les détournements de nos futures recettes pétrolières et minières en rendant plus complexe à nos dirigeants politiques le recours à une telle possibilité.

Ne pas signer cette Initiative alors que nos partenaires, Woodside et Total, l'ont fait serait un non sens et une source de suspicion à l'encontre de nos dirigeants. De toute façon nos partenaires publieront les paiements qui seront faits à la Mauritanie.

Par ailleurs, l'Union Européenne sous présidence britannique ne manquera pas, dans les prochains jours, semble-t-il, d'associer l'adhésion à l'ITIE à d'autres exigences du type publication d'un calendrier électoral...

Une communication claire de notre part sur ces sujets contribuera à désamorcer le climat de méfiance international qui pourrait être en train de se développer.

Au-delà de ce qui concerne directement la Mauritanie, il ne faut pas oublier que l'enjeu de transparence est mondial, puisque tout déficit de publications des données pétrolières dans le monde est considéré par les marchés financiers comme générateur de volatilité (nervosité) des cours du baril et donc de spéculation. Ce qui est perçu comme un effet déstabilisant pour les économies occidentales et de facto pour le monde. Le marché financier a besoin de transparence pour que les investisseurs puissent avoir une visibilité sur les opportunités et les besoins de financement. L'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) participe d'une certaine façon à la stabilité économique du monde.

YAHYA OULD AMAR
PRÉSIDENT DE OIL & GAS
ENGINEERING SERVICES
(FILIALE EN MAURITANIE DU GROUPE
FRANÇAIS MPH)